Problematique sociologique au sujet d'un développement touristique dans un village de montagne

Autor(en): **Lieberherr, Françoise**

Objekttyp: **Article**

Zeitschrift: **Zeitschrift für Agrarwirtschaft und Agrarsoziologie = Économie et sociologie agraires**

Band (Jahr): **5 (1977)**

Heft 9

PDF erstellt am: **30.05.2024**

Persistenter Link: https://doi.org/10.5169/seals-966217

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.
Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.
Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

Ein Dienst der *ETH-Bibliothek*
ETH Zürich, Rämistrasse 101, 8092 Zürich, Schweiz, www.library.ethz.ch

http://www.e-periodica.ch

PROBLEMATIQUE SOCIOLOGIQUE AU SUJET D'UN DEVELOPPEMENT TOURISTIQUE DANS UN VILLAGE DE MONTAGNE

Françoise LIEBERHERR *)

Avant-propros

En septembre 1973 le Levron, village valaisan, a vu un groupe autochtone se constituer en Société coopérative du Domaine de l'Azemottaz pour garder le contrôle et l'exploitation de terrains convoités par des spéculateurs étrangers.

L'année suivante les responsables ont pris contact avec l'Institut d'économie rurale et la Chaire d'architecture et d'aménagement du territoire de l'Ecole Polytechnique fédérale de Zurich pour une éventuelle étude des possibilités de développement touristique sur le terrain appartenant à la Société coopérative. Ces perspectives s'esquissaient comme particulièrement positives puisque l'objectif exprimé par les responsables était de "promouvoir et faire bénéficier les habitants du Levron d'un modeste essor touristique de la région tout en restant les artisans de ce développement".

Levron, village de la commune de Vollèges à 1300 mètres d'altitude, est localisé dans le Val de Bagnes en position relativement symétrique à la station de Verbier. Cette collectivité de 350 habitants présente des conditions de vie saines et viables : vitalité démographique, économie diversifiée, dominée par les secteurs de la construction et de l'agriculture. Actuellement le secteur du tourisme y est très peu représenté.

Il a été décidé de conduire des études sous la forme de séminaires avec les étudiants de la section d'architecture de l'EPFZ, en collaboration avec les responsables de la Société coopérative, le président de la commune de Vollèges, l'urbaniste chargé de la préparation du plan d'aménagement local ainsi que diverses personnalités du tourisme régional.

En outre des visites de différentes réalisations touristiques à caractère social ont conduit les responsables de la Société coopérative sur le terrain en Suisse

*) F. Lieberherr, sociologue à l'Institut d'Economie Rurale, ETHZ

orientale (station climatique de Gais, village Pestalozzi de Trogen, Institutions Pro Infirmis et Pro Senectute, Zurich) et en Suisse romande (Ecole d'altitude de la ville de Lausanne à Château d'Oex, Collège Aiglon à Villars, Séminaire coopératif de Jongny/Vevey, village de vacances de l'Union syndicale suisse à Leysin).

Pour réussir l'intégration de l'initiative touristique d'un groupe particulier au Levron s'est imposée l'exigence d'une étude plus globale au niveau du village même.

Le premier séminaire a recensé la situation présente : ressources naturelles et économiques, potentialités du site, état du domaine architectural, réseau de l'équipement.

Le deuxième séminaire a étudié différentes formes d'utilisation du terrain de l'Azemottaz : propositions de variantes agricoles et touristiques intégrées au village du Levron.

Le troisième séminaire a étudié des cas concrets et réalisables de rénovation et transformation de bâtiments traditionnels, en proposant trois exemples détaillés avec projets architecturaux, techniques et financiers.

Si aujourd'hui cette expérience n'a pas encore dépassé la première phase des études et propositions, la problématique qu'elle soulève nous a semblé assez générale pour intéresser d'autres villages montagnards qui se transforment.

1. CONTRIBUTION SOCIOLOGIQUE

Si les régions de montagne en transformation et en développement connaissent des "malaises d'adaptation", on aurait pu s'attendre à voir sollicitée la participation des sociologues. Or, d'une manière générale, ce fut peu fréquemment le cas. Rôle mal toléré d'explicateur de la société et de ses mécanismes, rôle refusé de révélateur de conflits ? Notre propos ne vise pas d'ouvrir ce débat dans ces quelques lignes.

Il nous semble que de façon schématisée le sociologue a été appelé plutôt pour "intervenir en aval" : soit pour favoriser la réussite et l'insertion de solutions nouvelles telles que la création d'emplois pour les autochtones, soit pour assurer la "rentabilité" d'une clientèle touristique et de ses besoins dans un marché de la neige organisé par des opérateurs externes.

Or nous pensons que le sociologue pourrait aussi contribuer à la "compréhension en amont". Parce que le développement d'un village de montagne ne se limite pas à la réalisation technique d'un équipement, mais se prépare et se prolonge à long terme dans le changement des rapports sociaux et économiques, des mentalités et des habitudes de vie.

Si les ressources et les potentialités constituent des paramètres objectifs quantifiables et concrets assurant une compréhension rationnelle des faits, la réponse des habitants dans leurs multiples comportements et motivations se livre de façon moins évidente à l'analyse. Les facteurs socio-culturels principalement subjectifs, peu quantifiables et rarement exprimés, se révèlent complexes à évaluer et à cataloguer. Ces aspects fréquemment cachés représentent les conséquences sociales plus ou moins imprévisibles du processus de changement et conditionnent fortement la logique propre de l'évolution. Ainsi, ils agissent de manière souvent contradictoire mais déterminante dans le développement. Comme la médecine moderne valorise la prévention, le sociologue contribuerait à sensibiliser le milieu social, soit le rendre plus adaptable et réceptif au changement. Il pourrait ainsi prévenir certaines difficultés qui ne se traduisent pas seu-

lement en coûts financiers mais surtout en coûts psychologiques et sociaux.

Au Levron, les premières études descriptives ont analysé les caractéristiques morphologiques - structure de l'habitat, indices démographiques, répartition des secteurs économiques et des revenus -, délimitant un "espace social" défini par un territoire commun. Mais le groupe social qui anime ce cadre vit : ses différentes unités entretiennent des relations réciproques complexes, des rapports hiérarchisés de pouvoir et de force, et elles visent des intérêts plus ou moins divergents avec leurs stratégies spécifiques. Il en résulte des conflits et des tensions entre les partenaires sociaux en présence.

Ainsi dans la réalité quotidienne sociale et économique, facteurs objectifs, subjectifs, moteurs et ralentisseurs jouent dans une interdépendance complexe et souvent contradictoire. La résultante de ces mouvements établit les conditions de la transition qui se crée par des mécanismes constants d'autorégulation et d'adaptation aux exigences nouvelles. Ces ajustements entre les influences internes et l'infiltration de modèles et de stéréotypes externes évitent une rupture brusque et déséquilibrante avec les formes traditionnelles, et assurent une continuité sociale et culturelle favorable à une bonne intégration du groupe.

Cette vision dynamique est indispensable pour éviter le piège des analyses statistiques, soit fixer une collectivité dans une situation datée et ignorer son évolution.

Ainsi pour le Levron qui se trouve encore "en amont" de toutes réalisations, notre propos vise à situer quelques problèmes qui pourraient se résumer dans les interrogations suivantes : qui organise un développement touristique, pourquoi, pour qui, comment ? Nous tenterons d'y répondre dans le deuxième chapitre par quelques données générales sur l'évolution des régions de montagne et les problèmes consécutifs aux changements économiques et sociaux ; dans le troisième chapitre par quelques aspects et conséquences d'une option touristique pour le cas spécifique du village du Levron *.

---

*) Présentation au 2ème séminaire des étudiants d'architecture de l'EPFZ au Levron, mai 1975.

2. CHANGEMENT ECONOMIQUE ET SOCIAL EN MONTAGNE

2.1 Rapports entre sociétés rurales de montagne et sociétés urbaines

Le mouvement actuel d'évolution accélérée valorisant dynamisme et changement tend à nous faire oublier qu'il y a un demi-siècle, une majorité de villages de montagne suisses étaient des petits univers clos organisés autour de leurs champs et prairies dans un mode de vie traditionnel et ancestral.

Historiquement on distingue deux types de sociétés par leurs modes de production et d'implantation spatiale : la société agraire-rurale et la société industrielle-urbaine. Celle-ci, actuellement la plus dynamique, a conquis une position dominante. Sa rationalité technique et ses objectifs de rentabilité créent une dynamique interne qui la pousse continuellement à l'expansion.

L'abondante littérature consacrée à la définition de cette société industrielle urbaine nous dispense de la décrire dans ses composantes et son fonctionnement, mais relevons quelques caractéristiques spécifiques des sociétés rurales montagnardes traditionnelles. Les collectivités, organisées spatialement en unités juxtaposées, les villages, constituaient des mondes suffisamment nombreux et diversifiés dans leurs activités et leurs réseaux de production et d'échanges pour vivre en relative autarcie économique, démographique, sociale et culturelle. L'uniformité du genre de vie et l'homogénéité culturelle s'équilibraient avec des fonctions et des rôles sociaux très diversifiés mais strictement définis. Dans un univers où chacun connaissait tout le monde, l'organisation collective réglait tous les rapports et échanges de parenté, de voisinage, d'entraide, d'associations corporatives. La permanence et la solidarité de ces relations préservaient la sécurité de chacun. Dans cette vie communautaire, la superposition indissociable de l'économique et du social était renforcée par celle du politique, du religieux et du culturel. L'intégration des différentes unités du village garantissait la cohésion du groupe et affirmait son individualité culturelle et territoriale face aux groupes extérieurs voisins.

Aujourd'hui la montagne se transforme. Les répercussions se révèlent d'autant plus spectaculaires et contrastées que ces régions ont vécu une évolution historique lente et séculaire reproduisant les modes de vie ancestraux, jusqu'au milieu du 20e siècle pour un grand nombre d'entre elles. Le déclenchement d'une phase de mutation brusque a précipité les événements sociaux, économiques et culturels, et amplifié leur portée.

Le développement des moyens de communication, l'élargissement des réseaux d'échange, la multiplication des canaux de communication ont effacé les oppositions théoriques et définies entre sociétés rurales de montagne et sociétés urbaines, autant sur le territoire, dans les relations économiques que dans les modes de vie et les mentalités. Les modèles urbains dominants s'infiltrent, disloquent la logique familiale et les horizons villageois, uniformisant les comportements.

Les noyaux urbains, pôles de croissance, mettent en marche un mouvement de concentration économique, démographique et politique. Centres de décision et de capitalisation financière, ils étendent leur domination au-delà de leurs frontières politiques et administratives, c'est-à-dire sur des régions. Ils réorganisent des réseaux de relations hiérarchisées et spécialisées, et tendent par conséquent à devenir les centres régulateurs de la société. Ils imposent aux collectivités montagnardes une dépendance qui s'exerce de manière inégale en déterminant ainsi divers types de régions : sous-développées, en déclin, ou en expansion.

2.2 Des changements et des rythmes d'évolution non synchronisés

Pour assurer leur équilibre et leur survie, les collectivités de montagne mettent en place des mécanismes de régulations et d'ajustements progressifs. Ces réponses correctives traduisent une adaptation continue des structures et des comportements sociaux. Ainsi le changement apparaît comme une donnée fondamentale et permanente de toute évolution. Mais une modification essentielle s'est opérée au niveau de son rythme et de son amplitude.

Autrefois une innovation s'insérait lentement dans le système et requérait de longues périodes d'adaptation.

Les sociétés traditionnelles étaient orientées vers la perpétuation d'un équilibre structurel, aboutissement d'une longue évolution.

Aujourd'hui la civilisation vit dans un mouvement de transformation rapide. En renonçant à une vision définitive et immuable des faits, les sociétés modernes ont considérablement accéléré le rythme de leurs mutations. Le changement incessant devient un impératif dans une industrialisation en expansion continue. Entre société urbaine et société rurale aux dynamiques différentes le changement n'est pas synchronisé : se crée ainsi entre elles un écart plus ou moins prononcé. Les collectivités rurales de montagne actualisent à divers degrés les tendances de la société dominante. Mais leurs tentatives de modernisation visent plutôt à figer un nouvel état de stabilité, alors que la société industrielle évolue dans le changement.

Depuis l'essor et le développement de l'après-guerre, les villages de montagne tentent de rattraper leur décalage en assimilant directement certaines composantes de la société dominante. Ils transforment les éléments techniques de leur vie quotidienne, valorisés par la dynamique industrielle et urbaine et facilement adaptables dans le processus de consommation. Mais l'adaptation des structures mentales et des comportements sociaux se révèle nettement plus lente, avec entre autres des mouvements de refus, de rejet, de retour passéiste. Se créent alors des décalages culturels, des déséquilibres psychologiques, des conflits sociaux, des tensions entre les éléments vecteurs des transformations et les contextes anachroniques dans lesquels elles se déroulent.

Dans la logique dominante de notre civilisation occidentale, ces déphasages entravent l'efficacité d'une certaine rationalisation technique et économique. Mais surtout ils induisent l'attention sur une pratique sociale vivante qui ne se conforme pas aux courbes mathématiques des prévisions théoriques.

2.3 Transformations des régions de montagne

Les régions de montagne se sont trouvées dans une phase de mutation rapide, plus particulièrement depuis l'expansion économique de l'après-guerre. Le canton du Valais a participé à cet essor avec la construction

des grands barrages, le développement du tourisme, des expériences d'industrialisation, l'ouverture de nouvelles routes, et la prolifération des équipements techniques.

L'industrialisation a transformé profondément les fondements économiques des collectivités de montagne. D'une part, en substituant une économie de marché à une économie d'autosubsistance elle a changé fondamentalement les données de la production et de l'échange, et par conséquent la structure et les principes mêmes de l'organisation socio-économique des communautés. D'autre part, la société industrielle a trouvé en montagne de nouvelles ressources qui répondent à ses besoins, soit l'énergie hydro-électrique et les espaces naturels favorables à la récréation. Elle tend à organiser leur exploitation à son profit en convertissant certains villages en ateliers de production spécifique : espace, neige, électricité, selon le processus de spécialisation de cette société.

Les réponses adaptatives des villages de montagne ont varié considérablement en fonction des potentialités économiques locales, de la proximité et de la demande urbaines, de la vitalité des montagnards, de leurs capacités humaines de création collective et de résistance ou d'ouverture au développement. La désorganisation des assises traditionnelles s'est révélée pour les uns l'amorce du désespoir et du déclin, pour les autres le moteur d'un mouvement de développement adapté aux impératifs techniques et économiques de la civilisation moderne.

2.4 Logique industrielle et urbaine des interventions

La dominance de leur société tend à masquer un aspect fondamental aux professionnels et praticiens travaillant dans les régions de montagne. C'est l'origine industrielle et urbaine de différents concepts - croissance, économie de profit, tourisme - qu'ils projettent directement sur les collectivités rurales montagnardes, et la même origine des techniques qu'ils leur proposent : aménagement du territoire, remembrement parcellaire, études socio-économiques, projets architecturaux. Il en résulte que les spécialistes ont tendance non seulement à analyser la montagne avec leur propre logique urbaine et rationnelle, mais en outre à résoudre ses problèmes avec des mesures très souvent inadaptées aux préoccupations et aux besoins réels des montagnards.

En illustration concrète, le remembrement parcellaire. Cette opération rationnelle et technique vise l'augmentation de la productivité par l'amélioration des techniques culturales, la mécanisation, la diminution du temps de travail, la réduction des temps de parcours. Le travail agricole ne s'évalue qu'en termes monétaires.

Or traditionnellement l'organisation parcellaire s'impose comme un document social : elle inscrit sur le sol les familles dans leurs activités, leurs contacts sociaux, leurs échanges économiques. En économie d'autosubsistance la propriété assure la survie biologique et sociale du groupe, et l'agriculture elle-même représente une activité indissociée d'un mode de vie global et commun.

Ainsi s'explique une résistance rurale qui paraît irrationnelle aux techniciens urbains. Le regroupement des parcelles n'intervient pas comme une simple modification technique. Il bouleverse fondamentalement et irréversiblement les signes d'une lecture apprise par tous : il crée une révolution psychologique. Son acceptation et sa réussite sont liées à une transformation des conceptions économiques et sociologiques de la collectivité de montagne.

Par conséquent, il serait temps que les experts et professionnels urbains considèrent que les interlocuteurs montagnards puissent exprimer leurs options, et surtout intervenir comme partenaires créateurs et dynamiques participant directement aux opérations les concernant.

2.5 Orientation et modèles du développement

La finalité technique introduite par l'industrialisation crée -t-elle pour tous une "société optimale" ? Notre civilisation technicienne tend à ne considérer que des "hommes économiques" visant un profit maximal, et à négliger leurs choix sociaux. Or la recherche de sécurité ou de prestige, le besoin d'un rôle social, l'amélioration du statut professionnel constituent des faits psychologiques et sociologiques déterminants même s'ils sont considérés comme des comportements irrationnels entravant un développement "efficace".

Si les montagnards proclament leurs droits de participer

aux bienfaits et aux commodités de la société industrielle, ils peuvent le réaliser sans perdre leur identité et leur originalité. En refusant l'assimilation simple au modèle urbain qui n'est adapté ni à leurs dimensions ni à leurs besoins, ils prennent conscience qu'ils doivent eux-mêmes inventer leur modèle et leur projet de développement.

Toutes ces contradictions suggèrent d'admettre plusieurs voies de développement. D'ailleurs les échecs enregistrés dans l'application directe et mécanique d'un schéma mettent en doute l'idée d'un modèle général et absolu pour toutes les régions de montagne et toutes leurs étapes d'évolution. Il est banal de rappeler qu'une certaine routine technocratique se contente trop facilement de spéculations théoriques viables sur le papier mais non ajustées à la réalité.

Mettre l'accent sur les valeurs authentiques et originales ne condamne pas une collectivité rurale de montagne à la folklorisation à l' " enlisement montagnard" ou au statut de musée. Au contraire d'une idéalisation passéiste et nostalgique qui valorise un "bon vieux temps" utopique et sécurisant, il s'agit d'une expérience dynamique et vivante. C'est l'imagination sociale, créatrice en permanence, qui permettra au monde de la montagne de se "moderniser" de façon originale.

2.6 Concept de tourisme

Le tourisme est un produit de la société industrielle : en spécialisant les activités, elle a développé un temps de non-travail qu'elle anime par des occupations de loisir, de tourisme dont elle organise l'exploitation à son profit. L'élévation du niveau de vie a contribué à une propagation rapide de l'activité touristique. S'esquissent alors deux perceptions très différentes de cette nouvelle forme de vie entre consommateurs et gestionnaires salariés rarement producteurs.

Les urbains sont des "consommateurs" de la montagne et de ses produits : air pur, neige, espaces verts, spectacle rural. Animés par des besoins d'évasion et de rupture avec la vie quotidienne, ils ne se soucient guère de contact ni de compréhension envers les autochtones qu'ils considèrent souvent avec quelque supériorité.

Les montagnards ont des habitudes de vie généralement dépourvues de loisirs. Ils ne voient les urbains que dans des moments privilégiés et ne les imaginent pas dans leur existence quotidienne sous la pression de contraintes sévères : cadence du travail, soumission aux horaires et à la hiérarchie, rythme accéléré des activités, travail impersonnel, environnement dégradé.

L'activité touristique crée des possibilités de travail et de gain pour les montagnards mais elle introduit une confrontation permanente, travail des uns - loisirs des autres, généralement non analysée et supportée avec une résignation fataliste.

Cette incompréhension est renforcée par des perceptions déformées : trop fréquemment le montagnard ne voit dans la ville que les commodités introuvables en montagne et rassemblées dans une vitrine séduisante. Réciproquement le citadin ne peuple la montagne que des qualités bucoliques détruites par les encombrements et l'anonymat urbains.

En outre une certaine pratique vécue tend à schématiser les rôles et opposer le montagnard figurant de cinéma ou jardinier salarié au citadin payant. Or les relations devraient s'envisager comme un échange de services ville-montagne privilégiant une certaine qualité de vie. Les montagnards ne se sentiraient pas condamnés à un héritage pesant mais choisiraient librement leur univers sanctionné aussi par des urbains.

Par conséquent, il serait simpliste de réduire le tourisme en simple secteur économique. Il introduit en termes nouveaux un problème global d'évolution : celui des rapports réciproques entre deux sociétés.

2.7 Concept d'espace montagnard

Sociologiquement l'espace n'est pas une donnée descriptive, mais l'ensemble des relations entre un groupe humain et un territoire. Le contenu qui lui est associé diffère alors fondamentalement : espace total de vie pour les uns, espace spécialisé et partiel de loisirs pour les autres.

Traditionnellement pour le montagnard, l'espace est un milieu de vie global assurant la survie biologique

par la production, et la permanence du groupe par la transformation héréditaire du foncier. Comme espace vécu, il devient une projection de la famille, élément de base, et de tous les rapports sociaux : activités, échanges matrimoniaux et économiques.

L'urbain considère la montagne comme un espace spécialisé satisfaisant des besoins de détente, de loisir, de tourisme : il le consomme. Mais cette nouvelle fonction de l'espace montagnard suppose des modifications dans son utilisation : équipement technologique du site, industrialisation des ressources récréationnelles, création de structures d'accueil, toutes interventions réclamant des compétences techniques et des investissements qu'il faut solliciter en dehors de la montagne. Un nouvel espace touristique se superpose à l'espace collectif traditionnel.

Cette nouvelle organisation du sol montagnard modifie la fonction, la vocation, la valeur sociale du foncier. Devenu objet commercialisé, sa vente directe illusionne les montagnards par un profit à court terme. L'agriculteur qui fut le premier organisateur de l'espace est traité comme un simple propriétaire. Mais qu'il s'agisse de son occupation par des résidents urbains, ou de son exploitation commerciale par des agents spécialisés, investisseurs et promoteurs, cet espace échappe progressivement à la possession et à la maîtrise des montagnards réduits à de simples gestionnaires salariés de leur territoire.

Ainsi la transformation d'un espace montagnard modifie non seulement les rapports économiques d'un village mais toute sa structure sociologique, entre autres dans la spécialisation professionnelle et les rapports hiérarchiques d'autorité et de prestige. Ce changement insère la collectivité dans un système économique et social global, qui détermine et limite sa marge de manoeuvre et d'autonomie.

2.8 Thérapeutique et vulnérabilité en région de montagne

Comme solution aux difficultés économiques en région de montagne, un remède universel est invariablement proposé autant par les populations locales que par les spécialistes extérieurs : créer des places de travail sur place. Ce sauvetage économique devrait

résoudre tous les problèmes du "sous-développement".

Il s'agit d'une intervention judicieuse et efficace si elle ne se contente pas d'agir superficiellement et sectoriellement, parachutée par la bonne volonté ou des intérêts camouflés. Trop souvent on tend à l'administrer à la manière d'un analgésique qui soulagerait la douleur mais ne supprimerait pas ses causes.

Nous aimerions souligner qu'une collectivité de montagne en difficulté sinon en déclin se trouve en position défavorable par rapport à des agents et intérêts industriels et urbains dominants. Les rapports de force faussés au départ rendent ces collectivités particulièrement vulnérable aux interventions externes. Autre facteur de vulnérabilité : la situation dépressive de certaines collectivités risque de provoquer chez les habitants restants frustation ou résistance. Par un comportement de défense contre une société déshumanisée qui ne les intègre pas, ils peuvent se réfugier dans la passivité et la sclérose. Ce refus d'adaptation consolide leur propre monde connu et expérimenté, et construit un système social immuable et rigide, c'est-à-dire très vulnérable. C'est pourquoi toute stratégie de développement local doit surmonter ces handicaps en s'appuyant sur des montagnards responsables et préoccupés d'un avenir construit par eux et pour eux.

En réalité les difficultés et contradictions actuelles des régions de montagne ne se révèlent pas des malaises passagers et individuels, mais sont les composantes d'un mouvement plus fondamental : l'évolution rapide et la transformation de la civilisation contemporaine.

3. DEVELOPPEMENT TOURISTIQUE DU LEVRON : DES COMPOSANTES DE BASE AUX RESULTANTES

3.1 Maîtrise foncière

La Société coopérative du Domaine de l'Azemottaz s'est constituée sous la pression de demandes extérieures pour l'achat de parcelles. Son objectif : préserver le contrôle et l'exploitation des terrains par les propriétaires autochtones. Cette préoccupation est fondamentale pour tout développement touristique, parce que face aux intérêts externes "demandeurs-investisseurs", la possession du foncier par les montagnards constitue un pouvoir capital et détermine leur marge de manoeuvre. C'est le seul agent économique stable d'une collectivité par rapport aux positions financières dominantes de leurs interlocuteurs dépendants des centres de décision et de financement liés à la société urbaine.

Il importe d'éviter à tout prix la vente directe et totale de l'espace en montagne, même si elle illusionne les montagnards par un profit à court terme. Cette pratique risquerait fort de déboucher sur une colonisation de la montagne soumise à des pouvoirs et décisions extérieurs, et une prolétarisation des autochtones qui n'ont pas su organiser leur mutation professionnelle. Le développement reste une opération à long terme qui doit viser le bénéfice des populations locales.

3.2 Espérance et illusion touristique

Le développement spectaculaire de certaines zones de montagne a suscité une espérance souvent utopique et illusoire. Cependant, il reste localisé à des sites possèdant des potentialités favorables : ressources naturelles, voies de communication, et proximité d'une clientèle urbaine.

Le tourisme crée des effets saisissants en bouleversant les cadres spatiaux, les activités, les modes de vie et les mentalités. Cependant les limites de ce "remède-miracle" sont vite atteintes : la lourdeur des investissements nécessaires et le caractère saisonnier de l'accueil entraînent des problèmes de rentabilité. Les nouveaux emplois locaux sont peu nombreux. La pratique d'une activité touristique anémie les autres

secteurs et précipite leur déclin, par des mécanismes simples : vente de terrains agricoles, exode par inadaptation professionnelle sur place.

3.3 "Rentabilité" d'un développement touristique

Si un développement touristique doit satisfaire à certains critères de rentabilité, il importe d'adopter d'autres mesures que les normes extrêmes des promoteurs, et surtout d'y insérer les variables "humaines" généralement exclues des bilans financiers.

D'une manière schématique et générale les investisseurs externes visent des objectifs strictement quantitatifs de profit maximal à moyen terme. En outre, leur qualité d'agents commerciaux devrait mettre en doute leurs justifications d'aide au développement global, de réanimation sociale et économique, agrémentées de paternalisme intéressé. Que les promoteurs utilisent rationnellement la montagne au moindre coût ou qu'ils l'exploitent au maximum sans tenir compte des dégradations provoquées, leurs préoccupations négligent les intérêts des autochtones. Les seules variables humaines prises en considération sont les besoins et désirs de leur future clientèle consommatrice touristique. Dans ce schéma-type ne concordent ni les intérêts, ni les buts, ni les valeurs de référence des financiers et des habitants montagnards.

Il serait simpliste de ne voir dans le développement touristique d'un village que la prolifération de chalets et d'installations mécaniques. Il signifie aussi la modification des activités et des modes de vie avec des conséquences positives ou négatives, l'acceptation de ces changements surmontant les fuites passéistes, et la volonté d'un projet programmant l'avenir. Il importe d'associer au calcul des coûts économiques directs celui des coûts sociaux quantitatifs et qualitatifs trop souvent niés ou éliminés comme obstacles, qu'il s'agisse de la dégradation écologique du milieu, de la nuisance par le bruit, ou d'un besoin essentiel de bien-être. Par conséquent la réussite d'un développement ne peut s'envisager qu'à travers une préoccupation et une juste mesure de l'homme, une volonté d'action commune garantissant un bénéfice à la collectivité et non à quelques particuliers exclusivement.

3.4 Choix d'un type touristique

L'envergure gigantesque de certaines stations valaisannes ne doit pas faire illusion. Ce type de colonisation de la

montagne, véritable prolongement de la ville, est alors soumis à des pouvoirs de décision, à des modèles urbanistes, architecturaux et culturels fournis du dehors. Ces stations échappent au contrôle des habitants et perdent authenticité, originalité, autonomie.

Surtout, une exploitation touristique doit répondre à une demande diversifiée : il n'y a uniformité ni dans les clientèles ni dans leurs besoins de loisirs.

Ainsi le village du Levron possède d'autres qualités à valoriser - région rurale équilibrée à dimension humaine - soit une ressource fondamentale dans une civilisation saturée de béton qui recherche toujours plus des valeurs authentiques et traditionnelles. Les potentialités sont favorables à un tourisme aux caractéristiques spécifiques : station familiale, zone climatique, site rural et culturel, accueil social ou médical. Exclure un tourisme de masse inadapté aux conditions locales, c'est éviter au Levron un équipement d'accueil surdimensionné qui noierait le village et son caractère original et le dissoudrait dans une structure anonyme et étouffante.

Une première option de base pour la création, l'animation, l'exploitation d'un petit centre touristique représenterait une participation active à l'économie locale par l'apport de nouveaux postes de travail sur place, alors que l'implantation de chalets-résidences secondaires constitue une présence plutôt passive dans le système économique. Faut-il souligner que ces emplois locaux devraient s'adresser prioritairement aux autochtones, au contraire de la pratique habituelle du marché de l'emploi en montagne qui enregistre parallèlement une immigration de main-d'oeuvre touristique et une émigration pendulaire de main-d'oeuvre indigène.

Sa position en moyenne montagne permet l'exploitation d'une double saison touristique, estivale et hivernale. Celle-ci favorise la création d'emplois permanents, comme l'illustre la comparaison de deux stations françaises : la saison hivernale à la Plagne assure 6 % d'emplois permanents, alors que les saisons hivernale et estivale à Val d'Isère en assurent 19 %.

Un autre aspect à privilégier : l'étalement de l'accueil sur toute la semaine et sur toute la saison contribue à accroître le taux de remplissage des lits. L'exploitation non privative des hébergements, c'est-à-dire location et hôtels au contraire des logements privés, assure une occupation nettement plus élevée d'après l'estimation faite dans deux stations françaises : la station résidentielle de Pra-Loup enregistre un remplissage de 35 % en hiver et de 15 % en été, alors que la station de Serre-Chevalier

avec plus d'hôtels et d'appartements à louer enregistre des remplissages de 70 % en hiver et 30 % en été. (*)

Une orientation touristique liée à la vie rurale réunirait des avantages certains au bénéfice des autochtones : de nouvelles places de travail sur place adaptées aux jeunes, soit un facteur limitant l'exode, l'installation de services et d'équipements à l'usage également des habitants, une certaine animation de la vie sociale, facteur psychologique stimulant pour la vie quotidienne dans le village. Si la station touristique créée est voulue comme un service collectif accessible à tous, elle implique des relations entre les opérateurs qui dépassent la seule rentabilité.

En refusant la copie d'un "tourisme préemballé et anonyme" et en inventant une formule touristique particulière avec son étiquette originale, le Levron se créerait au contraire une capacité d'attraction certaine. L'intégration d'une exploitation touristique aux activités existantes et l'induction de nouvelles activités représenteraient une solution globale de complémentarité dans l'économie du Levron. De tout temps le milieu montagnard a pratiqué une certaine polyvalence entre le travail de la terre, l'artisanat, l'émigration saisonnière et les échanges commerciaux. C'est pourquoi une spécialisation touristique exclusive, c'est-à-dire une mono-activité, comporte des risques : appauvrissement, déséquilibre et fragilité de l'édifice économique et social. Quant à l'agriculture, sa contribution n'est plus à démontrer. Non seulement elle entretient le milieu et le paysage dont le coût salarié annuel est estimé aujourd'hui à environ Fr. 1'000,-- l'hectare par les experts, mais aussi elle évite une rupture définitive avec les valeurs traditionnelles.

L'implantation d'un nouveau complexe touristique dans un village de montagne pose le problème fonctionnel fondamental de la capacité d'accueil. Si ces aspects techniques et écologiques sont généralement abordés, sa dimension sociologique est rarement évoquée. Or le seuil limite pour l'intégration d'une population vacancière et extérieure par les autochtones implique des facteurs quantitatifs et qualitatifs déterminants à long terme. Si les projets ne manquent pas en Valais par exemple, comment les quelques 200 à 300 habitants d'un village pourront-ils vivre, dans une réalité quotidienne concrète, le déferlement cyclique de 4000 à 5000 occupants de lits prévus ? Les autochtones ne constitueraient plus alors que le 5 % du peuplement total. L'absence d'études spécifiques dans ce domaine nous interdit toute conclusion mais souligne l'urgence d'entreprendre des recherches concernant l'adaptation des collectivités rurales de montagne.

---

*) INSTITUT NATIONAL D'ETUDES RURALES MONTAGNARDES, 1973

Une formule de tourisme spécialisé et dimensionné aux capacités du Levron attirerait une population touristique plus favorable aux contacts avec les autochtones que des clientèles de masse ou des clientèles à revenu élevé vivant leurs loisirs dans des mondes fermés. Ce genre de ségrégation est particulièrement préjudiciable à l'adaptation des montagnards qui recherchent un nouvel équilibre.

Quant à l'infrastructure collective, un équipement touristique implique de lourdes charges pour le budget communal. En illustration concrète, des communes touristiques françaises ont vu leurs impôts en considérable augmentation, de quadruplés jusqu'à décuplés (*). Par conséquent il importe de prévoir une stratégie financière clairvoyante.

3.5 Patrimoine architectural et problèmes de sauvegarde

Dans le village du Levron, un quartier de bâtiments ruraux traditionnels a retenu l'attention des architectes par son homogénéité architecturale et sa valeur culturelle. Mais entre les deux partenaires que sont les professionnels et les utilisateurs de l'habitat, y a-t-il convergence de motivations et d'objectifs ?

Une analyse de la situation au Levron nous livre en première constatation que si les professionnels étrangers au village valorisent ces bâtiments ruraux, la population locale au contraire manifeste plutôt une tendance à les déprécier. Pour les uns ils représentent un patrimoine culturel et un héritage collectif à sauvegarder. Pour les autres, ces ruraux témoins concrets de ce qui est vieux et qui n'a pas évolué, évoquent un mode de vie ancien aujourd'hui plutôt méprisé et renié. Au contraire une construction nouvelle d'après un schéma urbain devient synonyme de modernité, intègre l'usager au développement et lui confère un statut social supérieur. Ainsi ces attitudes opposées soulignent que des objectifs de sauvegarde et de réutilisation des bâtiments par modification du contenu constituent au départ des préoccupations plutôt étrangères aux villageois.

En outre, l'étude des résidents de ce quartier nous révèle des personnes plutôt âgées, pratiquant l'agriculture, et sans responsabilités collectives de gestion ou de participation. Ainsi leur résidence est

---

*) INSTITUT NATIONAL D'ETUDES RURALES MONTAGNARDES, 1973

largement liée aux caractéristiques propres d'une unité de population peu dynamique, repliée sur des conceptions traditionnelles par l'activité et par l'âge, et confinée dans de vieux bâtiments par des moyens financiers limités.

On peut observer dans ce quartier qu'une évolution est amorcée : le contenu traditionnel s'est modifié pour cinq locaux sur vingt-six, soit deux commerces et trois résidences secondaires. Ces dernières illustrent l'infiltration de la société urbaine et de sa logique qui sauvegarde les témoignages anciens et authentiques par idéalisation passéiste en quête de valeurs moins techniques et rationnelles que les siennes. Mais ces trois interventions extérieures individuelles de rénovation rurale constituent les seules initiatives actuelles de sauvegarde. On n'enregistre aucune proposition ou demande de rénovation par les propriétaires, ni aucun intérêt manifesté pour une quelconque sauvegarde.

Quant à un projet d'aménagement global de ce quartier traditionnel que les architectes proposent d'intégrer à l'équipement touristique sous forme d'hébergements ou d'ateliers, il se heurterait à des contraintes élémentaires et fondamentales : propriétaires nombreux aux intérêts divergents et sans liaison avec les perspectives touristiques, délogement irréalisable de ces habitants souvent âgés.

Dans les conditions actuelles, l'absence de motivations et de moyens financiers chez les résidents villageois déterminerait probablement des attitudes d'incompréhension et d'opposition à la simple sauvegarde architecturale de ce quartier, et encore plus à son intégration dans l'exploitation touristique. Un groupe financier extérieur au village serait ressenti comme intrus et spoliateur, et un groupe autochtone mais non résident dans ce quartier (membres de la Société coopérative) serait craint pour son dynamisme lui conférant dominance et pouvoir sur le reste du village.

Toute action de sauvegarde et de protection en général, et au Levron en particulier, devrait se réaliser sur l'initiative de la population elle-même. Il importe d'informer et de sensibiliser les habitants : une sauvegarde actuelle et dynamique ne les confine pas à vivre dans un cadre anachronique. Elle permet une vie moderne qui préserve un patrimoine original et ne renie pas une expérience séculaire. Car l'originalité du village s'impose dans les formes de vie sociale qu'il a créées avec son environnement au cours des siècles et traduites entre autres dans l'habitat. En outre, affirmer les valeurs traditionnelles et authentiques contribuent à la cohé-

sion sociale, mais il faut éviter le piège du conservatisme refuge et figé.

Une protection de l'habitat non sentimentale mais dynamique s'intègre particulièrement dans une orientation touristique qui vivifie le milieu rural au lieu de restreindre les autochtones à la figuration de musée. Toute sauvegarde ne peut s'envisager qu'en termes de protection active et non restrictive ou contraignante comme la pratique ordinaire nous y a habitués. Elle témoignerait de l'état d'esprit nouveau d'une collectivité montagnarde qui veut survivre et évoluer sans se renier.

3.6 Vers une montagne transformée et développée par les montagnards

Ainsi apparaîssent avec évidence toutes les contradictions et ambiguïtés contenues dans le "développement" valorisé essentiellement dans une dynamique progressive et continue. D'une manière générale on observe une confusion fréquente sur le champ des responsabilités. D'une part les montagnards consultent souvent les spécialistes en qualité de guérisseurs : possesseurs de formules magiques contre les déficits économiques et les inégalités sociales, et distributeurs d'un bonheur auréolé des bienfaits du progrès. Mais malgré leur compétence, les professionnels ne sont que des conseillers qui livrent des expertises. Leurs diagnostics permettent de clarifier une réalité complexe, d'expliquer et d'éclairer les responsables politiques sur les coûts économiques et sociaux des options envisagées. Aux usagers de prendre les responsabilités : orienter les événements, choisir des projets, établir un programme, seules solutions constructives pour garantir un monde viable, dimensionné et adapté à leurs besoins.

D'autre part, une certaine pratique des interventions extérieures qui souvent prennent en charge les problèmes des montagnards, risquent de les déresponsabiliser et de les enfermer dans un quelconque déterminisme économique ou idéologique. En outre, les programmes de développement en majuscules des planificateurs gestionnaires proposent une procédure linéaire et logique, un déroulement rigide des opérations en phases rapides et continues, et une orientation strictement rationnelle d'efficacité et d'optimisation économique. Mais cette méthodologie habituelle néglige deux exigences fondamentales : la pratique sociale vit des temps discontinus, inégaux et nécessairement longs, et l'homme

vise des valorisations sociales qualitatives dépassant un simple objectif de calcul économique maximal.

Il faut absolument éviter que le décalage entre deux processus difficilement conciliables dans la pratique sociale - gestion rationnelle et adaptation humaine - aboutisse par le simple mécanisme de la dominance technique et urbaine à la marginalisation des régions de montagne et à l'amplification des processus déficitaires.

L'analyse du mécanisme de développement touristique dans des villages de montagne fait ressortir un schéma-type souvent observé : l'initiative par un groupe local dynamique restreint, favorable aux interventions externes, qui agit comme moteur indispensable à la réalisation touristique. Une telle démarche risque de mettre en place son propre piège : un écart et une opposition entre les initiateurs du projet et le reste des villageois qui compromettraient à plus ou moins long terme le développement lui-même.

Au Levron, le caractère dynamique des membres de la Société coopérative se confirmerait dans la prise de responsabilités collectives parfois même cumulées - conseiller communal, administrateur de la Caisse Raiffeisen, capitaine des pompiers, président de parti politique - par un tiers des propriétaires inscrits. En outre les relations de ce groupe avec des interventions extérieures se révèlerait dans la présence de deux promoteurs, dont un architecte, parmi les quelques propriétaires de parcelles bordant le domaine de l'Azemottaz.

Mais puisque les objectifs formulés par la Société coopérative (cf. p. 1) prévoyaient les villageois pour un rôle actif : artisans de leur propre développement, pourquoi cette Société a-t-elle repoussé toute information ? Jusqu'à aujourd'hui, il semble que dans le village des intérêts et des objectifs divergents en jeu créent confusion, conflits et opposition. D'ailleurs la proposition du plan d'aménagement de la commune de Vollèges (*) soumise à l'électorat a été approuvée en septembre 1974 par 55 % des Levronnins, mais par seulement 28 % en juin 1975 pour une participation de votants identique (60 et 61 votants). Est-ce que cette nette augmentation des opposants au plan d'aménagement local ne serait-elle pas l'indicateur d'une opposition à la Société coopérative elle-même ?

---

*) cf. étude à paraître : "Problématique de l'aménagement du territoire en région de montagne"

Dans la situation actuelle, une attitude ouverte de la part de la Société coopérative informant et exposant clairement les objectifs poursuivis et les conditions de réalisation, contribuerait à se concilier la participation positive et active des villageois au lieu de susciter leur réticence.

4. CONCLUSIONS

En brève conclusion, un développement viable, dimensionné et bénéfique au Levron ne peut se programmer d'après des organigrammes linéaires ni d'après des manuels schématisés. Il doit se préparer activement et se construire progressivement en évitant quelques pièges :

- l'application systématique de normes établies en zones de plaine et de ville et inadaptées à la montagne,
- la colonisation exclusive par un tourisme artificiel,
- la destruction du site et des valeurs traditionnelles,
- le gaspillage de l'espace et des efforts,
- le gigantisme, l'uniformité et la banalité,
- les attitudes conservatrices stérilisantes et passéistes de musée,
- une opposition négative débouchant sur la marginalisation.

Réciproquement, certaines orientations garantiraient cohérence et authenticité au développement du Levron :

- l'intégration des valeurs traditionnelles actives aux activités modernes sans rupture définitive et déséquilibrante,
- la valorisation de l'originalité du Levron, unité écologique et humaine intégrée,
- la complémentarité du tourisme et des activités liées au milieu rural,
- la recherche d'un nouvel équilibre moderne et d'une vocation spécifique au Levron.

Car "seuls les groupes qui ont trouvé dans l'intelligence de leur passé la signification de leur présent sont capables d'inventer leur avenir". (*)

Dans cette optique, le Levron contribuerait à résoudre l'un des problèmes les plus urgents et contraignants de

---

*) HOVEE P. 1972, p.7

notre monde occidental contemporain en transformation accélérée, soit concilier :

- la sauvegarde du patrimoine, héritage du passé,

- le développement économique et ses contingences, c'est-à-dire l'avenir de cette collectivité,

- une qualité de vie qui sache équilibrer les différentes composantes de l'évolution économique et sociale, soit un présent dynamique.

Le problème sociologique global du Levron et de son développement futur peut se résumer en une question : quel est aujourd'hui le rôle du village du Levron pour les villageois et pour les citadins ? Aux habitants d'apporter une réponse constructive.

5. BIBLIOGRAPHIE SOMMAIRE

BILLET, J. 1974 — "Connaissances des milieux montagnards et implications dans le choix des politiques d'aménagement". Conférence 154e session ann.Soc.Helv.sc.nat., Neuchâtel.

BOISSEAU, P. 1975 et 1976 — "Les agriculteurs devant les programmes de développement" et "Une méthode de développement mise à la portée de tous les paysans". Rev.Purpan nos 95 et 98, p. 69-84 et 55-76, Toulouse.

BUREAU D'ECONOMIE REGIONALE DE L'EPF-ZURICH, 1976 — "Programme de développement de la Communauté de montagne du Grand Combin, étude générale" (sous dir. SAUVAIN, P.).

CENTRE DE RECHERCHE DE HAUTE MONTAGNE, UNIVERSITE DE GRENOBLE, 1970 — "Rapport pour le Plan de développement social et économique de la Vallée d'Aoste", no 9 (rapport. JANIN, B. et VEYRET, G.), Inst. géographie alpine.

CEPEDE, M. 1974 — "Aspects sociologiques du développement dans les sociétés rurales". Espace 90, no 44, Paris p. 15-22.

CHOSSON, J.-F. 1970 — "La collaboration de l'animateur et du sociologue dans une perspective de changement social". Peuple et Culture, Paris.

GROUPE DE SOCIOLOGIE RURALE DU CNRS, 1971 et 1974 — "Les collectivités rurales françaises". "Etude comparative de changement social" (tome 1) et "Sociétés paysannes ou luttes de classes au village" (tome 2), (sous direct. JOLLIVET, M. et MENDRAS H.) Paris.

HOUEE, P. 1972 — "Les étapes du développement rural. Une longue évolution 1815-1950 (tome 1) La révolution contemporaine 1950-1970" (tome 2), Paris.

HOUEE, P. 1974 "Développement microrégional. Un premier bilan". Espace 90, no 39 Paris, p. 8-25.

INSTITUT NATIONAL D'ETUDES RURALES MONTAGNARDES DE GRENOBLE, 1973 "Relations contractuelles entre collectivités locales montagnardes et promoteurs touristiques".

LABOURIE, R. 1973 "Deux expériences d'animation de collectivités territoriales. Intentions et interrogations". Les Cahiers de l'animation, no 2, Marly le Roi, page 51-80.

LIEBERHERR, F. 1975 "Commentaires sur les études socio-économiques dans les régions de montagne". EPFZ-IER, Zurich.

PITROU, A. 1975 "Une opération technocratique : les stations de sports d'hiver de la troisième génération". Lab. Econ. et sociol. du travail, Aix-en-Provence.

RAMBAUD, P. 1969 "Société rurale et urbanisation". Paris.

RAMBAUD, P. 1970 "Pour une sociologie des stations de sports d'hiver". Rev. Urbanisme no 116, Paris, p. 30-31.

SYMPOSIUM ST-NIZIER, GRENOBLE, 1972 "Analyse socio-économique de l'environnement. Problèmes de méthode." Paris.

UNESCO, 1971 "Approches de la science du développement socio-économique" (prép. par LENGYEL, P.) Paris.